

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 132 - VENDREDI 10 FÉVRIER 2012

LA CANAILLE DU FAUBOURG

La droite en campagne :
Berra chauffe la salle,
Morano est au maquillage
et Guéant à La Pen. ●

AGENDA MILITANT

→ 11 février

France [Avec les Syriens en lutte](#)
Paris [Face aux crises,](#)
[quelles propositions ? Quelle alternative ?](#)

→ 13 février

Rennes [Assemblée citoyenne](#)
Front de gauche : [Politiques sécuritaires,](#)
[immigration, vote FN](#)

→ 14 février

Paris [Reprises d'entreprises en](#)
[coopératives : quels enjeux politiques ?](#)

→ 17 février

Aubagne [Nous, Princesse de Clèves -](#)
[L'école, un enjeu de civilisation](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Travail

[Le Front de gauche et l'emploi,](#)
[Pierre Zarka](#)

Les eaux sales de l'histoire

Et pourquoi donc le gouvernement Sarkozyste quitta l'Assemblée Nationale quand le Député Letchimy de Martinique évoqua le régime nazi pour la saillie de Guéant ?

Aimé Césaire donne quelques clés : « *Oui, il vaudrait la peine d'étudier, cliniquement, dans le détail, les démarches d'Hitler et de l'hitlérisme et de révéler au très distingué, très humaniste, très chrétien bourgeois du XX^e siècle qu'il porte en lui un Hitler qui s'ignore, qu'Hitler l'habite, qu'Hitler est son démon, que s'il vitupère, c'est par manque de logique, et qu'au fond, ce qu'il ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le crime en soi, le crime contre l'homme, ce n'est que l'humiliation de l'homme en soi, c'est le crime contre l'homme blanc, et d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique.* » (1)

Sarkozy ne s'effarouche pas du discours de son ministre. S'il avait à Dakar ressorti de la capote vert de gris la jauge à civilisation, c'est qu'il était déjà en sortie de chasse à l'électeur FN.

Aimé Césaire, lui, en avait déjà fini avec les Guéant et ses acolytes : « *Car enfin, il faut en prendre son parti et se dire une fois pour toutes, que la bourgeoisie est condamnée à être chaque jour plus hargneuse, plus ouvertement féroce, plus dénuée de pudeur, plus sommairement barbare ; que c'est une loi implacable que toute classe décadente se voit transformée en réceptacle où affluent toutes les eaux sales de l'histoire ; que c'est une loi universelle que toute classe, avant de disparaître, doit préalablement se déshonorer complètement, omnilatéralement, et que c'est la tête enfouie sous le fumier que les sociétés moribondes poussent leur chant du cygne.* » (2)

D'autres ne s'effarouchent guère plus, ainsi de François Hollande, invité mardi soir au 20 Heures de France 2. Service minimum ou premier symptôme de contamination :

« *Moi, ce que je réprouve, c'est ces polémiques inutiles. Moi, je veux rassembler les Français* », ajoutant : « *Il y des sujets majeurs, le froid, le chômage, la pauvreté* ». Avant de conclure : « *Nous avons mieux à faire que voir (...) le ministre de l'Intérieur attiser les feux de la discorde.* »

Confions à Césaire de fermer le ban :

« *En politique, quand j'entends un de ces grands mots techniques, je me braque, et je cherche toujours quelle infamie ça cache.* » (3)

● Catherine Destom-Bottin

(1) *Discours sur le Colonialisme* (1950), éd. Présence africaine, 1989, p. 13-14

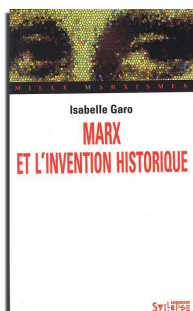
(2) *Discours sur le Colonialisme* (1950), éd. Présence africaine, 1989, p. 54

(3) *Une saison au Congo*, éd. Seuil, 1966, Acte II scène 11

MARX : ACTUALITÉ ET DÉFIS

Colloques, séminaires, livres et revues attestent d'un renouveau d'intérêt pour Marx. Quel peut-être aujourd'hui l'apport théorique et politique de "la pensée Marx" ? La revue *Regards* et la Société Louise Michel organisaient le 19 janvier dernier une discussion autour de cette question. Parmi les intervenants, Isabelle Garo et Roger Martelli ont confié leurs notes à *Cerises*.

A quoi sert Marx aujourd'hui ?



Isabelle Garo est enseignante de philosophie, co-organisatrice de la GEME, de la revue *ContreTemps* et du séminaire "Marx au 21^e siècle", auteure de plusieurs ouvrages sur Marx (1).

On constate ces derniers temps un certain regain d'intérêt pour Marx. Mais comme toute tendance, si on analyse du point de vue marxiste, elle s'accompagne de contre-tendances. En effet, cette résurgence est toute relative pour au moins deux raisons, qui sont contradictoires. D'une part Marx n'a jamais disparu du paysage théorique et intellectuel et il faut ici associer Marx au marxisme. D'autre part, cette relative résurgence est fragile et complexe, en raison même de sa dimension politique maintenue. Et c'est bien ce qui fait la spécificité de Marx et du marxisme : la politique étant

partie intégrante de l'effort théorique, ses relectures sont multiples et ses adversaires nombreux.

1/ L'analyse du capitalisme et des crises

L'actualité de l'analyse marxienne et marxiste du capitalisme n'est pas celle d'une description historique qui, dans ses détails concrets, resterait valable ou le redeviendrait, mais d'abord celle d'un mode de production dont les contradictions, économiques et sociales, sont l'essence même, à travers ses transformations.

Le capitalisme de 2010 n'est assurément pas celui de la seconde moitié du

XIX^e siècle, pourtant ses principes de base n'ont guère varié, même si l'édifice économique et social s'est considérablement compliqué, notamment sur le versant de son architecture financière.

Sa logique de fonds demeure inchangée : l'exploitation de la force de travail en vue de l'accroissement ou du maintien du taux de profit. Aujourd'hui, ce sont les actionnaires plus encore que les dirigeants d'entreprises qui exigent un « *retour sur investissement* », justifiant toutes les régressions sociales aux yeux des classes dirigeantes.

La parenthèse fordiste se referme définitivement sous nos yeux et les ●●●

(1) *Marx et l'invention historique* Janvier 2012 Ed. Syllepse, 188 p. - 10 €

●●● acquis sociaux des 40 voire 70 dernières années se trouvent remis en cause. C'est un capitalisme dérégulé qui réapparaît, dont les caractéristiques sont certes nouvelles mais qui retrouvent certains des traits du capitalisme de l'époque de Marx : la remontée du taux de profit est sa seule obsession et son moyen, en temps de crise, est notamment la pression sur les salaires, l'extorsion accrue de ce que Marx appelait la plus-value absolue (résultant de la durée et de l'intensité croissantes de la journée de travail) ainsi que la remarchandisation capitaliste de tout ce qui lui avait été arraché de haute lutte sur le terrain de la santé, de l'éducation, des retraites, etc. En dépit de ces politiques ultraviolentes de reconquête, le capitalisme connaît une des pires crises de son histoire.

Or, concernant les crises capitalistes, l'apport de Marx est indispensable, et sans équivalent. Le propre de son analyse est précisément de combiner en permanence les dimensions économiques, sociales et politiques, mais aussi idéologiques.

Ainsi, au nombre des textes qui présentent des résonances contemporaines immédiates, on peut encore citer un article de 1852, alors que Marx est journaliste au *New York Tribune* :

« Rappelons-nous Prosperity Robinson, ce fameux lord trésorier qui, en 1825, juste avant l'explosion de la crise, ouvrait

le Parlement en annonçant une prospérité inouïe et inaltérable et demandons-nous si ces optimistes bourgeois ont jamais prévu ou annoncé la moindre crise. Jamais il n'y eut de période de prospérité, sans qu'ils aient saisi l'occasion de démontrer que, cette fois, la médaille n'aurait pas de revers et que, cette fois, le sort inexorable était vaincu. Et le jour où la crise se déclarait, ils faisaient les innocents et n'avaient pas assez d'indignation morale à l'adresse du commerce et de l'industrie qui, à les entendre, auraient manqué de prudence et de prévoyance »

concernant les crises capitalistes, l'apport de Marx est indispensable, et sans équivalent. Le propre de son analyse est précisément de combiner en permanence les dimensions économiques, sociales et politiques, mais aussi idéologiques.

Quant à la dimension financière du capitalisme contemporain, si les œuvres de Marx n'en produisent évidemment pas de description immédiatement transposable, elles permettent pourtant l'analyse

de ses mécanismes fondamentaux. De ce point de vue, loin que la dimension financière soit séparable de ce qui serait un capitalisme industriel fondamentalement sain, elle en est constitutive.

Marx élabore la notion de « capital fictif », qui désigne les titres émis à partir de prêts. Ces prêts ne sont pas du capital productif de valeur, ils sont pourtant bien un capital porteur de profit, celui-ci étant toujours la plus-value extorquée aux salariés, mais une plus-value encore à venir. Ce décalage dans le temps est gros des crises capitalistes les plus profondes.

C'est pourquoi les effets du capital fictif ne sont pas fictifs mais bien réels : aujourd'hui, comme le montre François Chesnais, « la finance doit sa force économique et son pouvoir social aux moyens qui ont permis aux investisseurs de s'intégrer dans la gestion des entreprises et de peser sur les États » (*La finance capitaliste*, 2006, Actuel Marx, p. 67).

C'est ici que la crise prend sa dimension sociale, sa dimension de guerre de classes avivée.

Là encore, certaines analyses de Marx présentent une actualité surprenante. On lit dans *Les luttes de classes en France* cette description de la crise financière qui touche la monarchie de Juillet :

« L'endettement était (...) d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui gouvernait et légiférait au moyen des Chambres. C'était précisément ●●●

●●● *le déficit de l'Etat qui était l'objet même de ses spéculations et la source principale de son enrichissement. A la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de 4 ou 5 ans, nouvel emprunt. Or, chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie une nouvelle façon de rançonner l'Etat, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables » (Les luttes de classe en France, Messidor, p. 83)*

sa réflexion sur la dimension politique des luttes sociales, sur l'utilisation du suffrage universel et sur le débordement de la logique strictement représentative sont des terrains d'intervention contemporains.

Un tel texte enseigne deux choses pour aujourd'hui : d'abord, qu'une analyse globale du capitalisme et de ses contradictions, économiques, sociales et politiques est plus que jamais indispensable. Ensuite, qu'être marxiste ne signifie justement pas se contenter de citations, plaquées sur la réalité présente, mais impose d'élaborer et de réélaborer des outils d'analyse, comme Marx lui-même n'a cessé de le faire. Et la critique de l'économie politique est aujourd'hui l'un des terrains les plus vivaces d'une pensée marxiste renouvelée.

2/ La question politique et stratégique

Si Marx connaît un certain retour en grâce aujourd'hui, c'est souvent pour vanter ses mérites d'analyste, plus rarement le caractère politique et révolutionnaire de son analyse d'ensemble du capitalisme. Or c'est bien le dépassement-abolition du capitalisme qui est la perspective qui colore toutes ses analyses. En ce sens elles ne sont jamais seulement

descriptives mais toujours politiques, révolutionnaires.

A quoi sert Marx ? à articuler étude de la crise, connaissance des contradictions du capitalisme, intervention dans les luttes de classes et stratégie politique en vue d'abolir un capitalisme qui se révèle plus que jamais irréformable.

Là encore, rien n'est transposable dans le détail. En revanche, sa réflexion sur la dimension politique des luttes sociales, sur l'utilisation du suffrage universel et sur le débordement de la logique strictement représentative sont des terrains d'intervention contemporains.

C'est cette interaction entre l'élaboration théorique et la pratique militante collective qui est seule capable d'assurer au renouveau du marxisme sa pérennité et son efficacité.

De ce point de vue, il ne faut pas oublier que la lutte politique et sociale est aussi une lutte d'idées. Les tenants du libéralisme sont orfèvres en la matière. Il importe de leur opposer non pas seulement une réfutation de leurs thèses, mais une autre culture théorique et politique, qui donne une place centrale à Marx et au marxisme ultérieur, à une partie au moins du marxisme ultérieur.

C'est pourquoi, dans les luttes d'idées, l'héritage issu de Marx et des marxistes permet non seulement d'y prendre sa place mais de jouer deux autres rôles cruciaux :

a/ de penser la théorisation comme intervention et d'organiser cette intervention en relation avec les luttes sociales et politiques : partis, syndicats, associations comme Attac ou Copernic

b/ de rendre compte des luttes d'idées en cours, du terrain d'affrontement tout entier en relation avec cette intervention C'est la notion d'idéologie qui rassemble ces différents aspects et qui me semble indispensable, si elle est resituée dans le contexte qui est le nôtre. Car l'offensive libérale est aussi idéologique, au sens où elle vante les mérites d'un monde à l'envers, qui asservit la satisfaction des besoins sociaux à la recherche du profit, mais aussi au sens où elle combine les idées et la force et parvient à faire exister ces idées au travers de

politiques concrètes. Ainsi la thèse individualiste, aussi invraisemblable et simpliste soit-elle, se diffuse *réellement*, c'est-à-dire se vérifie jusqu'à un certain point comme effet induit des politiques d'individualisation (des salaires, des formations, des parcours), qui renforcent l'exploitation et isolent l'individu en le rendant plus vulnérable.

La grande puissance de cette configuration, qui associe les représentations et les conditions de vie et de travail, est qu'elle rend presque évidente l'idée de concurrence généralisée qui, même si elle n'est pas vécue comme une bonne chose, est du moins pensée comme une fatalité.

L'originalité de l'héritage de Marx et du marxisme est d'inciter à aborder les questions les plus contemporaines sous l'angle de l'intervention politique, en rapport avec cette autre grande question d'aujourd'hui, la reconstitution d'une gauche d'alternative, de lutte, résolument anticapitaliste, et unitaire.

Lutter contre ces politiques, ce n'est pas simplement réfuter les thèses adverses : c'est montrer comment se sont construites les stratégies néolibérales et leur opposer systématiquement d'autres solutions économiques, sociales, politiques, en n'oubliant pas les acquis des luttes passées et présentes, de par le monde. C'est reprendre les questions longtemps désertées à gauche de la propriété, du travail, de la classe, qui sont elles aussi en train de remonter.

C'est bien entendu revenir sur les questions du socialisme et du ●●●

●●● communisme, sur leur passé et sur leur pertinence. La postérité du marxisme reste lourdement grevée par le stalinisme et ses dérivés. Et il reste à analyser autrement que comme déformation momentanée ou aberration passagère cette histoire, autrement aussi bien évidemment que comme tare congénitale et tendance inhérente au dogmatisme et à la bureaucratisation.

L'originalité de l'héritage de Marx et du marxisme est ici d'inciter à aborder les questions les plus contemporaines sous l'angle de l'intervention politique, en rapport avec cette autre grande question d'aujourd'hui, la reconstitution d'une gauche d'alternative, de lutte, résolument

anticapitaliste, et unitaire.

Ce champ d'intervention est gigantesque. Il exige un effort d'invention, et d'intervention collective.

Faire quelque chose de Marx et avec Marx exige la diffusion et la promotion d'une culture marxiste ouverte, instruite, l'édition des textes, leur relecture contemporaine, leur retravail à partir du contexte inédit qui est le nôtre : une crise de très grande ampleur d'un capitalisme qui n'a plus d'autre grand adversaire que lui-même et les tâtonnements d'un renouveau de l'action politique de par le monde.

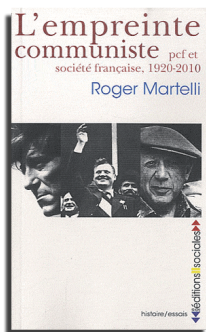
Il exige aussi l'interaction vivante avec les luttes et les tentatives d'organisation et de réorganisation au niveau politique,

mais aussi syndical, et associatif. Au plan national et international, en réactivant cette autre composante du marxisme qu'est l'internationalisme.

A quoi il faut ajouter la prise en compte perpétuée mais aussi renouvelée des questions féministes et de la question coloniale, néo-coloniale ou post-coloniale, pour ne mentionner que certains axes transversaux qui ont été délaissés par un certain marxisme, mais bel et bien explorés par une autre partie de cette tradition, à commencer par Marx et Engels eux-mêmes.

Bref, que faire de Marx aujourd'hui ? Un beau chantier !

● Isabelle Garo



Marx : les défis d'aujourd'hui

Roger Martelli est enseignant d'histoire, co-directeur de Regards, auteur de nombreux ouvrages consacrés au communisme, au PCF. (2).

Marx est de retour. Nous sommes, désormais, confronté au défi de montrer que nous savons quoi en faire. Rien ne serait pire, à mes yeux, que de nous trouver enfermés dans le vieux dilemme de la répétition ou de l'abandon : dans les deux cas, la transformation sociale radicale est en position politiquement subalterne. Il faut donc trancher ce nœud gordien.

1. Marx est-il contemporain ? C'est évident pour moi.

• La pensée Marx naît dans un triple

contexte : celui des révolutions sociales et politiques, celui du capitalisme expansif, celui de l'individu rationnel, potentiellement autonome et libre.

• Déterminée par ce triple contexte, la pensée Marx est trois choses à la fois : la formalisation d'une praxis révolutionnaire, centrée sur le primat de la lutte des classes, construite autour d'un sujet central, en l'occurrence le prolétariat ; une critique radicale du capitalisme comme mode de production et comme principe général d'organisation du tout social ; une anthropologie en perspective qui fait du libre développement de chacun

la condition du libre développement de tous (et pas l'inverse).

• Or notre époque est triplement marquée. Elle révèle l'impossibilité de produire du développement humain et durable à l'intérieur du système existant ; elle fait éclater au grand jour l'irréalisme des logiques financières et marchandes ; elle nous dit qu'il est désormais stratégique d'opposer à la figure bourgeoise de l'individu (l'individu séparé, concurrent de tous les autres sur la scène universelle du marché) une autre figure de l'individu, indissociablement autonome et solidaire.

●●●

(2) *L'empreinte communiste, pcf et société française 1920-2010*

La Dispute / Editions sociales, 258 p - 11.40 €

●●● En cela, la pensée Marx n'est pas obsolète, mais plus moderne qu'elle ne l'était il y a un siècle et demi : Marx décrit davantage notre capitalisme mondialisé que celui de la révolution industrielle émergente. Je suis d'accord avec Stathis Kouvelakis quand il expliquait, il y a une dizaine d'années, que la plus récente « *crise du marxisme* » s'était achevée en 1991 avec la fin concomitante du « *socialisme réel* » et du « *mouvement communiste international* ». Marx est vivant et la doctrine en "isme" est morte. Il n'y a plus désormais ni orthodoxie ni hérésie. C'est une chance ; nous devons nous donner les moyens de la saisir.

2. J'affirme donc moi aussi la **solidité principielle du référent Marx comme pensée pratique de la lutte des classes et du dépassement communiste de toute aliénation, comme pensée de la critique et pensée de l'alternative**. Et pourtant la confirmation de cette solidité suppose que soient franchis **deux obstacles**.

ne penser la rupture révolutionnaire ni comme un moment cristallisateur unique, ni comme une simple succession de moments, mais comme un processus unique et continu de conflits, de ruptures et de stabilisations relatives.

• Le premier s'énonce dans une question d'apparence simple : la société change ; cela suppose-t-il, selon la formule à la mode – que je déteste – que

l'on « change de logiciel » ? La réponse à cette question-là n'est pas si difficile : les trois points nodaux de la pensée Marx demeurant au cœur du contemporain, il n'y a pas de raison d'en abandonner la logique de développement fondatrice ; mais ces trois points prenant aujourd'hui forme différente, il faut reformuler du tout au tout la logique de développement de la pensée Marx. Conserver et citer, à l'occasion ; reformuler, toujours...

• Le second obstacle est plus redoutable. Les précédentes crises tournaient autour de la révolution (est-il possible de subvertir l'édifice du capital jusqu'à l'abolir et comment y parvenir ?). La situation actuelle pose à la fois une question de révolution (comment rompre avec le système existant ?) et une question d'alternative (rompre pour construire quoi ?). Les débats du XIX^e et début XX^e siècle étaient dominés par le poids de l'échec des révolutions (1848, 1871) ; les nôtres sont surdéterminés par le fait que le XX^e siècle a vu, tout à la fois, une révolution "marxiste" réussie et un échec global de son projet transformateur.

Je tire de tout cela une conclusion : pour que la pensée Marx échappe au dilemme meurtrier de la répétition et de l'abandon, il faut prendre ouvertement le parti de la continuité et de la transformation. Fusionnons les termes au lieu de les juxtaposer : le parti de la **refondation**.

3. **Les longs chantiers de la refondation** ne manqueront pas. J'en énonce ici cinq, comme autant de défis lapidairement résumés :

• Redonner son caractère fondamental à la contradiction. Marx n'est pas le penseur de la détermination, mais de l'indétermination dans la détermination ; il n'est pas le penseur de la nécessité mais de la multiplicité des possibles, de la bifurcation, de l'invention. Repartir de

la contradiction, c'est en particulier ne penser la rupture révolutionnaire ni comme un moment cristallisateur unique, ni comme une simple succession de moments, mais comme un processus unique et continu de conflits, de ruptures et de stabilisations relatives. Négation de la négation : le post-capitalisme ne devrait pas se formuler au travers de la figure de **l'abolition** mais du **dépassement**, c'est-à-dire du processus multiforme qui stimule le nouveau tout en désagrégeant l'ancien. Le dépassement inclut l'abolition, mais l'enrichit du processus concret qui la provoque.

il n'est pas vrai que l'exploitation occupe une place plus structurante et donc plus stratégique que la domination : exploitation et domination ne sont que deux faces de l'aliénation.

• Repenser le social, non comme un empilement d'instances mais comme un tout structuré, dans lequel il importe d'appréhender en même temps la structure et la dynamique. Dans ce tout, aucun champ ne domine continûment : il n'est pas pertinent de dire que l'économique détermine le social qui, à son tour, détermine le politique ; s'il y a une dominante, ce n'est pas celle d'une **instance** mais d'une double **logique**, d'accumulation privative et de dépossession des personnes. Dans ce tout structuré, il n'est pas vrai que l'exploitation occupe une place plus structurante et donc plus stratégique que la domination : exploitation et domination ne sont que deux faces de ●●●

●●● l'aliénation. Cet énoncé abstrait a des implications concrètes : un processus de mobilisation ne réussit que s'il se nourrit du refus de toutes les aliénations (la lutte contre le patriarcat n'est pas moins stratégique que celui contre l'exploitation du travail) ; un projet de subversion de l'existant (une révolution, donc) ne vaut que s'il agit de façon cohérente et simultanée sur la totalité des champs du social.

- Repenser le **sujet** du processus révolutionnaire : ni le **prolétariat** ni la **multitude**, mais le **peuple**. Or le peuple a deux versants : sociologiquement il désigne l'ensemble des dominés ; politiquement, il désigne leur mise en commun. Le peuple sociologique est multitude ; pour qu'il devienne sujet central de l'historicité, il doit se détacher de la seule multitude et aspirer à devenir peuple politique, unifié tendanciellement par le projet de son émancipation.

- Repenser les figures de l'appropriation. Negri oppose le **commun** à la fois au **privé** et au **public**, qu'il rabat sur l'État. Il y a dans son propos un noyau de vérité absolue : la critique fondatrice de Marx est à la fois un anticapitalisme et un anti-étatisme ; or l'expérience concrète des révolutions a relativisé à la baisse le second terme par rapport au premier. En pratique, les révolutionnaires au pouvoir ont toujours considéré que l'extension de la sphère de l'État était la plus efficace pour restreindre celle du marché. Negri a donc raison de souligner l'étatisme pratique du projet révolutionnaire historique ; mais il a tort dans son énoncé des binômes antagoniques. Le commun renvoie au fondement de tout lien social : appropriation privée et concurrence d'un côté, appropriation sociale et partage de l'autre. Mais une fois assuré le choix de l'appropriation sociale, il reste à lui donner forme. Le siècle passé a débouché sur une impasse pratique : l'État séparé égalise mais aliène. La forme publique

doit donc se distinguer de la propension étatiste : pas de propriété publique sans pouvoirs des agents et des usagers ; pas d'institution démocratique sans renversement de dominante, du représentatif au direct ou à l'implicatif. Moins de marché, moins d'État séparé, davantage de public...

Si, dans nos sociétés actuelles, l'économique, le social, le politique et le symbolique se recomposent, l'action collective ne peut plus se contenter de reproduire à l'infini les séparations fonctionnelles d'hier

- Repenser les formes de l'action sociale. Si, dans nos sociétés actuelles, l'économique, le social, le politique et le symbolique se recomposent, l'action collective ne peut plus se contenter de reproduire à l'infini les séparations fonctionnelles d'hier – l'association, le syndicat, le parti. Mais ces distinctions ne s'abolissent pas : la réflexion prospective "marxiste" doit penser, en même temps, une recomposition de long terme et une articulation de moyen terme, sans dominante comme toute articulation a fonctionné jusqu'à ce jour. De même, il faudra bien nous sortir le plus rapidement possible du dilemme du parti. Si la pensée Marx doit nous servir à quelque chose, c'est à appréhender deux termes en même temps et non pas séparément : la "forme-parti", reproduisant dans l'espace politique la centralité verticale et hiérarchique de l'État, est une forme obsolète ; mais, jusqu'à ce jour tout au moins, on n'a pas trouvé de forme alternative de politisation démocratique

populaire. Pour penser concrètement une issue, impossible d'oublier l'une ou l'autre des deux dimensions.

Conclusion ultime : une refondation culturelle ne se décrète pas. Nul n'a, bien sûr, de préséance pour se réclamer de ce travail. Il n'y a pas non plus d'institution privilégiée pour le faire. Mais il manque tout de même un **lieu**, pour surmonter une coupure cruelle qui, depuis quelques décennies, paralyse la pensée critique : celle qui sépare, d'un côté des militants qui s'adaptent pragmatiquement, en bricolant au mieux leurs outils de pensée, d'un autre côté un marxisme universitaire parfois emporté par les délices de l'exégèse. Un lieu où se rencontreraient, à égalité de dignité, l'expérience militante, la pratique sociale concrète, professionnelle ou extra-professionnelle et l'intellectualité savante. Hors de cette synergie, la refondation du "continent Marx" est un vœu pieux.

● Roger Martelli

Quelques liens :

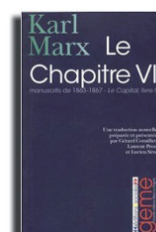
Revue *Regards* : <http://www.regards.fr/>

Société Louise Michel : <http://www.npa2009.org/category/tags/soci%C3%A9t%C3%A9-louise-michel/>

Isabelle Garo : <http://isabelle.garo.free.fr/>

La GEME : <http://lageme.blogspot.com/>

Marx au 21^e siècle : <http://www.marxau21.fr/>



La revue *Contre-temps* : <http://www.contretemps.eu/>

Chap. inédit. GEME : Éditions sociales, 286 p. - 12 €

Il y a Europe et Europe

Même avec un gouvernement directement issu de l'appareillage du capital, les Grecs refusent le plan d'austérité exigé par Angela Merkel et ses satellites. Les Belges ont délaissé un marasme "linguistique" pour refuser l'austérité. Les Espagnols ne désarment pas, les Italiens continuent leur combat, - les Indignés américains sont de plus en plus nombreux à s'identifier comme "anticapitalistes" et une de leurs revendications est l'instauration d'un revenu maximum - en France, il devient de plus en plus difficile de justifier le capitalisme.

Je ne cherche pas à annoncer la Révolution mondiale. Mais je me pose deux questions.

Pourquoi les forces du capital auraient-elles le monopole de convergences et d'un projet européens ? Est-il impossible pour les mouvements populaires de dépasser leurs frontières ? Évidemment, tous les calendriers institutionnels ne marchent pas au même rythme. Mais ce n'est pas moi qui écris si souvent qu'il faut subvertir ce cadre, qui vais aujourd'hui dire que c'est là un obstacle. Le capitalisme rend l'Europe invivable : elle est transformée en champ de guerre économique, elle encadre la loi du plus fort au détriment de la coopération ; elle devient le lieu de coups d'États permanents pour empêcher l'expression des peuples. Le résultat ne se fait pas attendre, ici et là pousse le "chacun pour soi" et de ce "chacun pour soi" renaissent des volontés impérialistes fortement critiquées outre-Rhin. L'ambiance est, en gros, au refus de ces dérives. Ne devrait-elle pas pousser à se rencontrer et à s'interroger sur la part commune de nos sorts ? Il ne s'agit pas de se faire soutenir en vue d'une élection par un tourisme politique de mauvais aloi mais d'interroger comment les étapes qu'affrontent chaque peuple pourraient être autant de tremplins à un mouvement populaire de type inédit.

Seconde question : pour envisager de telles rencontres, cela suppose à la fois d'interroger comment le peuple ou les peuples peuvent-ils devenir lieu d'un "pouvoir

accomplir" jusqu'à présent inégalé ? Et n'est-il pas temps de poser comme une colonne vertébrale à ce cheminement qu'un tel pouvoir passe par une maîtrise populaire des leviers de l'économie ?

La seule dénonciation de l'austérité ne permet pas une telle dynamique. Réclamons de tout remettre à plat, de redéfinir le fonctionnement de la société. C'est même là et seulement là que peuvent s'opérer toutes les convergences.

Une société fondée sur l'exploitation est indissociablement fondée sur une cascade de discriminations : elle veut pouvoir surexploiter les femmes, les migrants, à la fois pour faire davantage d'argent et tenter d'apaiser les colères des "Français-hommes-de souche" en les consolant : « *Vous n'êtes pas au plus bas de l'échelle* ». Cette division est intrinsèquement liée à l'exploitation. Dissocier exploitation et domination conduit à l'impuissance. Quant à l'écologie, les délocalisations et les transports d'importations qu'elles génèrent, les gaspillages qu'entraîne la militarisation de l'économie, la course au rendement du transport routier, d'une agriculture maltraitée témoignent du caractère identique du comportement à l'égard de la nature qu'à l'égard des humains. Les tentatives d'auto-lib ou de gratuité des transports en commun disent combien tout ne va pas obligatoirement de pair avec la propriété et que la société n'en a pas fini avec l'extension du service public. C'est à partir des besoins et non de la rentabilité financière que peut se développer une production industrielle correspondant aux enjeux planétaires du siècle. Mais allez demander cela aux détenteurs du CAC 40 !

En fait tout se tient : la conception de la société, la place de l'égalité et de la liberté, la manière par laquelle on situe le centre de gravité du pouvoir et la crédibilité pour penser l'émancipation et la socialisation des individus.

● Pierre Zarka

Le doigt dans le clafoutis

Loi commune ou anarcho-capitalisme

La machine à café des entreprises est un lieu étonnant : de nombreux salariés y refont le monde. Plusieurs millions de cadres, d'ingénieur-e-s, de technicien-ne-s échappent ainsi quelques minutes à la pression managériale, au dogme de la rentabilité, à l'évaluation de la performance, au stress, aux plans dits d'efficacité, au court-terme qui envahissent la journée. La motivation est tuée, la créativité étouffée.

Tous savent ce qui se passe : le travail est malade, le droit social recule. Celles et ceux qui résistent sont proscrits. Celles et ceux qui colmatent les brèches sont démunis. Que dire ?

D'abord qu'il faut changer le travail. Ensuite que le choix est entre la loi commune et l'anarcho-capitalisme. Car la loi adossée à des luttes sociales a solidifié les acquis sociaux obtenus par le monde du travail. 1919 : loi sur la journée de travail de 8 h ; 1936 : loi sur les congés payés ; 1945 : loi de création de la Sécurité sociale ; 1981 : loi sur la retraite à 60 ans et la 5^e semaine ; 1997 : 35 heures.

Que veulent le MEDEF et les libéraux ? Le contrat à la place de la loi. Ce que François Hollande appelle l' « *autonomie normative des partenaires sociaux* ». Dans *Le Monde* (14 juin 2011), le candidat socialiste avait précisé sa pensée : « *Il s'agirait désormais de reconnaître un domaine à cette même négociation*

collective, en précisant son périmètre comme son champ d'intervention, et en conditionnant la conclusion d'accords au respect des règles majoritaires. Concrètement, le gouvernement et le Parlement seraient juridiquement liés par le contenu de conventions signées entre partenaires sociaux. » Autrement dit, le candidat PS souhaiterait inverser la hiérarchie des règles existant depuis la Révolution française, lorsque le droit du travail a commencé à faire primer le cadre légal sur le contrat particulier. Cette révolution à l'envers a une fonction : démunir les salariés. Ceux-ci savent bien que le contrat est basé sur un rapport de force, une négociation dominée par la concurrence et les exigences de rentabilité du capital.

Le Front de gauche porte une autre conception du droit social. Devant près de 10 000 personnes à Villeurbanne, Jean-Luc Mélenchon le réaffirmait : « *L'obligation d'en passer par le vote de la loi est un appui essentiel pour les salariés et leurs syndicats. Ôter ce recours, c'est méconnaître l'histoire du droit social en France qui n'a cessé de vouloir l'affranchissement du travail de la logique du contrat.* » Le Front de gauche doit néanmoins marcher deux jambes : les luttes et la loi d'un côté, un projet politique pour de nouveaux rapports sociaux de l'autre. Les lois doivent en effet être à la hauteur d'une ambition de transformation.

● Philippe Stierlin

L'image de la semaine

Il n'y a pas d'étranger. Il n'y a que des gens qu'on ne connaît pas encore.



Europe, un double enjeu. Discipline budgétaire, règle d'or, mécanisme européen de stabilité, les deux traités concoctés à Bruxelles, entre autre par le duo Merkel-Sarkozy, visent à imposer plus de rigueur encore aux peuples. Jean-Luc Mélenchon a dénoncé la politique de ces « *austéritaires* » au cours du meeting de Montpellier le 7 février, s'engageant à lancer un référendum pour que les Français puissent dire *Non*. Alors que pour François Hollande, s'il est élu, il s'agit seulement de renégocier, puis d'aller devant le Parlement, la démarche du référendum permettrait aux Français non seulement de s'exprimer contre le libéralisme mais en prenant part au débat et à la décision de s'opposer à la dérive antidémocratique de l'Europe.

Civilisation occidentale. « *Hitler et l'abbé Pierre. La cupidité capitaliste et la charité chrétienne. La beauté de Paris et la ruine de Tenochtitlan. La République qui abolit l'esclavage et Bonaparte qui le rétablit. Le droit des femmes et leur discrimination salariale. Le logement social et les SDF. La liberté de circulation et les visas impossibles... Une civilisation, c'est le paysage vivant, contradictoire et mobile dans lequel nous constituons notre façon d'être des humains, cimes et gouffres, fleuves et fondrières... Notre responsabilité est doublement*

engagée. Quel mouvement donnons nous à notre civilisation ? Comment l'accordons-nous avec les autres ? Il est normal d'aimer et de vouloir faire aimer l'univers qui nous habite. La meilleure façon, c'est de le rendre aimable. Ça se fera sans M. Guéant. On s'en passera ! »

● **Jean-Louis Sagot-Duvaurox**

La xénophobie n'est pas du bavardage. Pendant que Nicolas Sarkozy soutenait le « *bon sens* » de son ministre de l'Intérieur - mais qu'attendre d'autre de ce président ? -, Fr. Hollande minimisait curieusement la signification des propos de Cl. Guéant : « *des phrases sur la civilisation* », du « *bavardage* », de l'« *outrance* », « *des provocations verbales, voulues ou involontaires* » et « *des annonces sans lendemain* », « *dans un temps électoral qui suppose du respect, et, d'abord, du respect pour les citoyens* ». En homme courtois, Fr. Hollande invite le ministre à la « *retenue* » et la « *discretion* ». Voilà qui est bien faible face aux incitations réitérées au mépris, à la désignation constante de boucs émissaires qui vont de pair avec les circulaires et lois discriminantes, xénophobes : elles sont les unes et les autres à combattre avec force, sans ambiguïté, temps électoral ou pas.

Le petit dernier,

en kiosque ou sur www.regards.fr



Cerises est édité

par les Communistes unitaires

Noyau de *Cerises*: Gilles Alfonsi

Gilles Boitte, Michèle Kiintz

Roger Martelli, Philippe Stierlin

Catherine Tricot, Zarz

contact.cerises@gmail.com

www.cerisesenligne.fr